



CONTRAT D'ELEVAGE EN INTEGRATION

Conclu entre :

ELEVEUR : MASSOT Emmanuel,

Société : EARL MASSOT Emmanuel

Et la SOCIETE SASU « Les Fermiers du Sud Est »

Date : 11/12/2019



CONTRAT POUR LA PRODUCTION DE POULETTES

Entre

Société Earl Massot Emmanuel représentée par Monsieur Massot Emmanuel 120 impasse de la motte – 71470 Sainte Croix

Agissant en tant qu'exploitant agricole et Immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro N° 849 873 831

Ci-après dénommée « **le PRODUCTEUR** »

D'une part,

Et

- **La société « Les fermiers du Sud Est »**, SASU au capital de 2500 euros, dont le siège social est situé 260 route des Voirons, 74140 Ballaison, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON LES BAINS sous le numéro 753 961 093 00014, représentée par Monsieur COLTIER Jérémie agissant en vertu d'une délégation de pouvoir consentie à cet effet, par Monsieur GAUD Francis, président de la société,

Ci-après dénommée « **la SOCIETE** ».

D'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1/ OBJET DU CONTRAT :

Le présent contrat a pour objet l'élevage de poulettes « futures pondeuses » selon le mode de production volière et sous charte sanitaire, pour le compte de la SOCIETE.

Le présent contrat s'applique aux bâtiments d'élevage situés :

Adresse bâtiment: 120 impasse de la motte – 71470 Sainte Croix

Code INUAV:

Article 2/ EXCLUSIVITE DE L'ELEVAGE :

Le PRODUCTEUR s'engage à réserver à la SOCIETE l'exclusivité des élevages de son activité de production. Il déclare qu'il dispose de locaux adaptés et en bon état d'entretien et de réparation permettant l'élevage de 60 000 poulettes élevées en volière par bande dans le bâtiments nommés P1 de 60 000 places utiles et du temps nécessaire pour conduire à bien cet ensemble d'élevages.

Le PRODUCTEUR déclare que le site se compose de 1 bâtiment et 5 salles d'élevage respectant l'ensemble des obligations liées à l'Arrêté Biosécurité du 8 février 2016 et de ses dernières modifications à la signature de ce contrat dont M. Massot déclare être en possession d'un exemplaire.

Le PRODUCTEUR reconnaît que les animaux, aliments, produits de traitement et de vaccination sont la propriété exclusive de la SOCIETE. Il ne peut en aucun cas en disposer pour son usage personnel. Les fientes resteront la propriété du PRODUCTEUR.

Article 3/ DUREE :

Le présent contrat est conclu pour une durée de 35 bandes à dater de la mise en place du premier poussin de la première bande (**sX/2020**).

Il est stipulé renouvelable ensuite par tacite reconduction par période de 3 bandes, sauf avis contraire de l'une ou l'autre des parties (signifié par lettre recommandée avec AR) en respectant un préavis d'1 bande complète.

Article 4/ DUREE D'UNE BANDE :

La durée d'une bande commence le jour où les poussins, futures poulettes sont mises en place dans le poulailler du PRODUCTEUR et se termine le jour de l'enlèvement des dernières poulettes, étant entendu que la durée de la période d'enlèvement peut varier suivant les obligations internes de la SOCIETE et les exigences clients. La durée minimum d'une bande est de cent douze jours (112) et maximum cent trente-trois jours (133) par lot et par bâtiment.

La SOCIETE reste seule juge de décider des dates exactes d'enlèvement, elle s'engage à en informer le producteur au moins 15 jours à l'avance par courriel afin que celui-ci organise son équipe de ramassage.

Article 5 / DESCRIPTIF DES MOYENS DE PRODUCTION

5.1 Bâtiment et Installations d'élevage

Le PRODUCTEUR déclare qu'il est propriétaire du bâtiment et propriétaire des installations d'élevage et/ou locataire avec un bail en cours valide et qu'il en a le droit d'exploitation.

5.2 Propriété des moyens de production

La SOCIETE déclare qu'elle est propriétaire des moyens ci-dessous nécessaires pour l'exécution des présentes :

- Des aliments en stock,
- Des produits vétérinaires,
- Du cheptel mis en élevage,
- L'ordinateur "chromebook" (GTE).

En aucun cas, le PRODUCTEUR ne peut vendre ou céder des poulettes qui sont la propriété exclusive de la Société.

En cas d'écart non justifié de plus de 1% entre le nombre de poulettes enlevées en fin de bande (cahier d'élevage) et transmis par le PRODUCTEUR à la SOCIETE et le nombre de poulettes mentionné sur les bons d'enlèvement, les termes du contrat pourront être revu par la SOCIETE. Un contrôle systématique sera opéré en fin de lot en présence du PRODUCTEUR et du représentant de la SOCIETE.

Article 6/ OBLIGATIONS RECIPROQUES TECHNIQUES ET SANITAIRES :

6.1 Obligation de la société

La SOCIETE s'engage auprès du PRODUCTEUR à renouveler la remise en place de poulettes d'un jour dans un délai maximum compris entre trois (3) et six (6) semaines après l'enlèvement de la bande précédente. La durée du vide sanitaire suivant pourra être modulée par accord écrit entre les deux parties à la mise en place du lot et dans les 2 semaines qui suivent.

La SOCIETE s'engage à :

- Confier au PRODUCTEUR des poussins conformes aux exigences de la SOCIETE (quantité, qualité). Compte tenu des contraintes d'élevage et réglementaires, la SOCIETE ne pourra être mise en cause si le nombre de poussins livrés est inférieur à 1% de la capacité du bâtiment.
 - Approvisionner l'élevage en aliments, produits de traitements de l'eau boisson et de vaccination,
 - Prendre ou à faire prendre livraison de la totalité des volailles qui sont l'objet du contrat,
 - Donner au PRODUCTEUR toutes les directives techniques nécessaires à la bonne marche de ses élevages (plan d'éclairage, plan de prophylaxie...)
 - Supporter la vaccination des inactivés (celle obligatoire à 15 semaines) entendu par ce terme (vaccins + MO de vaccination « piqueurs », exceptée la MO d'approche « passeurs »).
Si une vaccination supplémentaire (réalisée à 11^{ème} semaine) est nécessaire, l'ensemble des frais (vaccins et MO de vaccination « piqueurs » et la MO d'approche « passeurs ») sera pris en charge par la SOCIETE,
- La SOCIETE supportera également les coûts de produits de désinfection et fournira ainsi les produits nécessaires à la désinfection pour être en conformité avec les règles de la charte sanitaire.
- Organiser les modalités (date, transporteur) d'enlèvement des poulettes à la fin du lot
 - Fournir au producteur les outils nécessaires pour l'enregistrement des résultats d'élevage.

- Fournir au PRODUCTEUR un cahier de bons d'enlèvement afin qu'il puisse enregistrer toute sortie de poulettes en fin de lot.

6.2 Obligation du producteur

Le PRODUCTEUR s'engage à :

- Respecter et adhérer à la charte sanitaire mise en place par les services de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de son département. Le PRODUCTEUR devra tout mettre en œuvre afin de conserver cette charte sanitaire. Ainsi, dans le cas d'une positivité SE, ST et SK, si aucune action corrective des anomalies constatées par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ou par le technicien, n'a été prise en compte, les abattements consécutifs à ce manquement seront à la charge du PRODUCTEUR.
- Commander l'aliment au fournisseur indiqué par la SOCIETE, dans un délai excluant toute rupture de stock.
- **Mettre en œuvre les moyens et aménagements nécessaires pour garantir le bien-être de son cheptel**
- Effectuer l'aménagement, le nettoyage, et la préparation du bâtiment avant l'arrivée de chaque nouveau lot de poussins. Après vérification de la qualité du nettoyage du bâtiment (analyse interne réalisée par le technicien de la société), la désinfection et les produits référencés seront pris en charge par « Les Fermiers du Sud Est ». Une flore de surface sera effectuée par la SOCIETE, dans les cas où le technicien, en collaboration avec le PRODUCTEUR, jugeront de la nécessité de ces flores.
- Signaler, sans délai, à la SOCIETE, par tous les moyens, toute anomalie dans la conduite de l'élevage.
- Prendre en charge le stockage dans un congélateur et l'enlèvement des cadavres d'animaux vers un centre de stockage agréé (équarrissage). **Toute mortalité anormale ou étouffement devra être justifié et constaté par le représentant de la SOCIETE.**
- Le PRODUCTEUR s'engage à mettre en place une lutte contre les nuisibles (dératisation, mouches, renard ...).

Frais d'élevage :

Le PRODUCTEUR aura à sa charge tous les frais relatifs à l'élevage, notamment l'eau, électricité, gaz, litière, désinsectisation, dératisation, petit matériel d'élevage et de bâtiment, mise en place, chargement des poulettes... ainsi que tous les frais accessoires nécessaires à la bonne marche de l'élevage, tels que : téléphone, timbres, déplacements éventuels, etc... Il supportera tous les frais de main-d'œuvre indispensables aux diverses interventions sur le cheptel de la SOCIETE, réserve faite de ce qui est dit à l'article 6.

Locaux et matériels :

Il s'engage à tenir en bon état de fonctionnement et de propreté les bâtiments et installations nécessaires à l'élevage de poulettes, objet du présent contrat.

La SOCIETE aura la faculté de lui demander d'apporter aux bâtiments et aux installations les aménagements qu'elle jugerait nécessaires, sous réserve de l'accord du PRODUCTEUR et en contrepartie d'une juste et préalable rémunération prévue à l'annexe.

Assurances :

Il est rappelé que les animaux, aliments, produits de traitement et vaccins, sont la propriété de la SOCIETE

Ceci étant, le PRODUCTEUR en est le gardien responsable.

A ce titre, il s'engage à contracter à ses frais, une assurance couvrant, d'une part le bâtiment, les installations et le matériel, d'autre part le cheptel vivant, les aliments stockés, produits de traitement et vaccins contre les dommages suivants : vol, incendie, foudre, orages, neige et grêle sur toiture, dégâts des eaux, catastrophes naturelles, également les risques d'étouffement liés à un accident d'élevage et à l'asphyxie ... Les stipulations relatives aux conditions d'assurances, figurent en annexe IV du présent contrat.

Il est rappelé que toute franchise, insuffisance d'évaluation, déchéance seront inopposables à la SOCIETE et resteront à la charge du PRODUCTEUR.

Conduite d'élevage :

Le PRODUCTEUR s'engage à apporter tout le temps et tous les soins nécessaires à la conduite de l'élevage, ceci tant dans son propre intérêt, que pour la bonne exécution du contrat. Il veillera tout particulièrement à la régulation de la ventilation, à l'éclairage

artificiel (durée et intensité), à l'alimentation, à l'abreuvement, ainsi qu'à l'application rigoureuse des instructions et des directives figurant en annexe II du présent contrat.

Il s'engage à suivre les conseils techniques qui lui seront délivrés par le Service Technique de la SOCIETE, en application des directives et instructions précitées. Les dites instructions et directives pourront être modifiées en fonction de l'évolution des techniques, des usages et de la réglementation.

Absences :

Pendant ses absences, le PRODUCTEUR est tenu de se faire remplacer dans la conduite de l'élevage par une personne compétente. Pour les absences de longue durée (plus de 7 jours), le nom et l'adresse du représentant de l'éleveur devront être préalablement communiqués à la SOCIETE qui pourra éventuellement le récuser.

En cas d'absence prolongée du représentant légal du PRODUCTEUR, quel qu'en soit la cause (maladie, accident, incapacité totale etc...) ou en cas de décès, et faute pour le PRODUCTEUR de pouvoir assurer la bonne exécution de la présente convention notamment au besoin par l'intermédiaire de ses préposés comme il est dit ci-dessus, la SOCIETE se réserve le droit d'assurer directement ou par tout tiers qu'elle désignera, la poursuite de l'exploitation.

Une situation d'absence prolongée au-delà de l'expiration de la bande en cours pourra être une cause de résiliation à l'initiative de la SOCIETE dans les conditions de l'article 11.

Dans tous les cas, la SOCIETE fera supporter au PRODUCTEUR le surcoût qui aurait été occasionné de ce fait, dans la limite maximum de deux cent cinquante (250) Euros par jour.

Article 7/ DROIT DE VISITE :

Le PRODUCTEUR reconnaît à la SOCIETE ou à toute personne désignée par elle, le droit de visite de ses installations, de ses élevages, des locaux de stockage et d'aliment :

- A toutes personnes accréditées par la Société,
- Aux représentants des Services Vétérinaires dans les conditions réglementaires en vigueur,
- Au service qualité de la société « Œufs de nos villages »,
- L'éleveur interdit l'accès du bâtiment à toutes autres personnes que celles mentionnées ci-dessus.

Afin de limiter le nombre de visites, la Société s'engage à regrouper les visites.

L'éleveur s'engage à prévenir la société préalablement à toute intervention d'une personne autre que celles visées ci-dessus. Le bâtiment doit être fermé à clé.

Article 8/ REMUNERATION DU PRODUCTEUR :

En contrepartie du temps passé, des peines et soins consacrés à l'élevage, la SOCIETE s'engage à apporter une contribution financière au PRODUCTEUR sur les bases définies dans l'annexe I à ce contrat. Outre une rémunération complémentaire prévue à l'Annexe I précitée en cas de dépassement de la durée de la bande, la rémunération se décompose en 2 parties.

Période d'élevage :

. Forfait fixe par sujet et par jour,

Prime de qualité :

. Prime variable en fonction des résultats obtenus, de la qualité des poulettes, telles que définie à l'annexe II.

Les modalités d'attribution de la prime seront révisées si besoin en fonction des évolutions techniques et exigences nouvelles. Cette révision interviendra conformément aux indications de l'annexe III.

Article 9/ MODALITES DE REGLEMENT :

Période d'élevage :

Le règlement des prestations d'élevage s'effectuera à 30 jours fin de mois après retour et acceptation de sa facture mensuelle faite par le service comptabilité de la société au titre du mandat reçu pour ce faire.

Prime de fin de bande :

Le montant de cette prime sera réglée au PRODUCTEUR à 60 jours de la date d'enlèvement définitif de la bande, à la condition expresse que le PRODUCTEUR ait

adressé à la SOCIETE les documents nécessaires au calcul de prime dans les délais prévus.

En cas de faute grave du PRODUCTEUR, c'est-à-dire tout comportement mettant en péril la qualité sanitaire du cheptel et susceptible d'atteindre son intégrité, ou tout comportement contractuel déloyal vis-à-vis de la SOCIETE, la totalité des primes pourra être supprimée et ce à la seule initiative de la SOCIETE.

En cas de retard dans le règlement, la SOCIETE devra au PRODUCTEUR l'intérêt légal appliqué à compter du jour de la date de règlement qui a été retenu et cela sans qu'il n'y ait lieu à mise en demeure (1%).

En cas d'écart non justifié de plus de 1% entre le nombre de poulettes enlevées en fin de bande (cahier d'élevage) et transmis par le PRODUCTEUR à la SOCIETE et le nombre de poulettes mentionné sur les bons d'enlèvement, la SOCIETE se réserve le droit de facturer au PRODUCTEUR les poulettes manquantes à 100% de leur valeur à 18 semaines.

Article 10/ REVISION DU CONTRAT :

Dans le cas où, suite à la survenance d'évènements que les parties ne pouvaient raisonnablement prévoir lors de la signature de la présente convention, l'économie générale de celui-ci serait affectée de telle sorte que l'exécution des engagements souscrits aux termes des présentes deviendrait gravement préjudiciable pour l'une des deux parties, celles-ci s'engagent à réviser, d'un commun accord suivant la procédure établie ci-dessous les termes du présent contrat afin de remédier à une telle situation dans toute la mesure du raisonnable.

Article 11/ SUSPENSION DU CONTRAT – RESILIATION ANTICIPEE :

a) Inexécution des obligations

1- Le contrat peut être résilié après mise en demeure par l'une des parties à l'issue de la bande en cours, en cas d'inexécution totale par l'autre partie d'une ou plusieurs obligations prévues au contrat.

2- Suspension de charte sanitaire

Il est rappelé que l'adhésion par le PRODUCTEUR, à la charte sanitaire permet à la SOCIETE d'être indemnisée de son cheptel en cas de mise sous APDI et au PRODUCTEUR d'être indemnisée pour le nettoyage de son bâtiment.

Dans le cas où le PRODUCTEUR serait sous le coup d'une non-conformité majeure non soldée impactant directement l'indemnité versée par la DDSCPP à la société, il lui sera facturé par la SOCIETE, la somme non-perçue.

3- Perte de charte sanitaire :

En cas de perte de charte sanitaire, le contrat sera suspendu jusqu'à obtention d'une nouvelle charte sanitaire.

b) Maladie – Accident – Absence

En cas de maladie ou d'accident, voire d'absence supérieur à 8 jours du signataire du contrat, celui-ci ou son représentant doit en informer la SOCIETE immédiatement et prendre toutes les dispositions pour que les animaux en cours d'élevage soient conduits à bonne fin.

A l'issue de la prestation en cours, le contrat peut être suspendu à la demande de PRODUCTEUR pour une durée maximale de six mois. Passé ce délai, si le PRODUCTEUR n'est plus en mesure de mener à son terme le contrat, ce dernier est résilié de plein droit et les comptes entre les parties sont arrêtés à la date de résiliation.

c) Décès

En cas de décès du PRODUCTEUR ou toute autre personne indispensable à la conduite de l'élevage et dans le cas où la famille ne trouve pas un remplaçant le contrat est résilié de plein droit à la date du décès, et les comptes entre les parties, arrêtés à la date de résiliation.

d) Faillite ou règlement judiciaire

En cas de faillite de la SOCIETE, le PRODUCTEUR a rang de créancier privilégié en vertu de l'article 2331 du code civil.

e) Epizooties - Environnements Dangereux

En cas d'épizooties ou d'environnements dangereux déclarés par les Services Vétérinaires ou reconnus par les parties, ou à défaut, constatés par expertise, le contrat est suspendu.

Si aucune amélioration n'intervient dans les conditions d'élevage, le contrat est résilié de plein droit et les comptes arrêtés à la date de résiliation.

f) Cas fortuits ou de force majeure

Tout cas fortuit ou de force majeure rendant impossible l'exécution du contrat entraîne soit la suspension avec exonération de tout ou partie des obligations, soit la résiliation avec arrêt des comptes à la date de la résiliation.

Sont assimilés à la force majeure ou aux cas fortuits, les situations non imputables à l'une ou à l'autre des parties, et rendant intolérable le maintien du contrat.

La résiliation anticipée pour l'un ou l'autre des cas ci-dessus prévus, entraînera de plein droit et de manière irrévocable, la reprise par la SOCIETE des animaux, du stock d'aliment, des œufs, du matériel mis à disposition, et plus généralement de tout bien lui appartenant. Elle règlera à l'éleveur les sommes prévues à l'article 10.

Article 12/ INEXECUTION PARTIELLE :

En cas d'inexécution partielle des présentes obligations par la SOCIETE, notamment en cas de retard dans l'enlèvement des poulettes, dans la mise en place d'une nouvelle bande de poussins, une indemnité sera due au PRODUCTEUR.

Article 13/ CESSION :

Le présent contrat est conclu par la SOCIETE en considération de la personne du PRODUCTEUR. De même, le contrat est conclu par le PRODUCTEUR en considération de la personne de la SOCIETE.

Le contrat ne pourra être cédé à un tiers qu'avec l'accord de l'autre partie.

Article 14/ INTEGRALITE DES CONVENTIONS – MODIFICATIONS :

Le présent contrat ainsi que les quatre (4) annexes représentent l'intégralité des conventions et accords convenus entre les parties. Il annule et remplace toute convention antérieure pouvant se rapporter directement ou indirectement en tout ou partie à son objet.

Aucune des parties ne pourra être tenue à autre chose que ce qui a été expressément convenu au présent contrat et annexes. Toutes modifications quelconques devront nécessairement faire l'objet d'un accord écrit et signé par chaque contractant.

Article 15/ LITIGES – PROCEDURE DE CONCILIATION :

Les parties s'engagent l'une ou l'autre, en cas de litige, à recourir à une procédure de conciliation préalable à toute instance judiciaire, à l'exclusion des procédures de référé. L'instance conciliatrice comprend un conciliateur désigné d'un commun accord par les parties et qui peut être assisté, si l'une des parties le demande, d'un représentant désigné par chacune d'elles.

L'instance conciliatrice, qu'elle comprenne une ou trois personnes, peut consulter pour avis les organisations professionnelles représentatives de son choix.

Dans un délai maximum d'un mois à partir de l'introduction de la demande, sauf accord exprès des parties pour une éventuelle prolongation, un procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation devra être communiqué aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16/ ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fera élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

Article 17/ DISPOSITIONS FINALES :

Les parties stipulent avoir toute la compréhension nécessaire et suffisante des dispositions précitées pour la signature du présent contrat et indiquent qu'elles ont chacune porté à la connaissance de son co-contractant toute information nécessaire et utile à son établissement sans omettre d'informations pouvant avoir une influence sur celui-ci.

Fait à BOLLENE, en deux exemplaires, le 11/12/2019

Le PRODUCTEUR

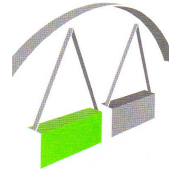
Monsieur MASSOT Emmanuel,

Société FERMIER DU SUD EST

Monsieur COLTIER Jérémie

Directeur Amont.

B.R. AUDIT



reprenons ensemble...

EXPERTISE COMPTABLE
CONSEIL AUX ENTREPRISES
AIDE A LA CREATION
AUDIT LEGAL ET CONTRAC

EARL EMMANUEL MASSOT
120 Impasse de la Motte
71470 SAINTE CROIX

Conclusion :

L'étude prévisionnelle du projet de Mr Massot Emmanuel démontre que la rentabilité s'avère saine dans son ensemble.

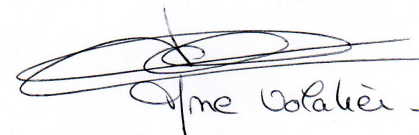
Le projet est viable, les résultats comptables prévisionnels sont très satisfaisants (77003 euros pour la première année avec une pointe à 99693 euros à la fin de la cinquième année).

Trésorerie très encourageante malgré le poids des charges financières.

Excédent brut d'exploitation non négligeable.

Un chiffre d'affaires s'élevant en moyenne à 505000 euros (cumulé avec l'exploitation gibier) ne peut que conforter la viabilité du projet « élevage de poulettes ».

Fait à Chalon-sur-Saône, le 31.08.2019


Mme Volatier -

EARL EMMANUEL MASSOT

ETUDE PREVISIONNELLE					
Date de clôture	AU 31/12/2019	AU 31/12/2020	AU 31/12/2021	AU 31/12/2022	AU 31/12/2023
Ventes gibier, CA HT	258 500,00 €	260 500,00 €	259 000,00 €	257 000,00 €	259 600,00 €
Ventes poulettes, CA HT	222 600,00 €	223 000,00 €	224 000,00 €	223 100,00 €	225 000,00 €
Ventes céréales, foin CA HT	13 250,00 €	10 500,00 €	11 200,00 €	12 700,00 €	11 500,00 €
Subventions exploit, PAC	9 800,00 €	9 700,00 €	9 600,00 €	9 500,00 €	9 400,00 €
Amortissement Subvention équipement	- €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Total Produits d'exploitation	504 150,00 €	505 700,00 €	505 800,00 €	504 300,00 €	507 500,00 €
Variation stocks	10 000,00 €	12 500,00 €	9 750,00 €	8 500,00 €	7 500,00 €
Frais d'approvisionnements	121 950,00 €	121 930,00 €	124 740,00 €	127 090,00 €	128 170,00 €
* Engrais	4 500,00 €	4 590,00 €	4 680,00 €	4 770,00 €	4 870,00 €
* Semences	4 000,00 €	4 080,00 €	4 160,00 €	4 200,00 €	4 250,00 €
* Produits phytosanitaires	3 000,00 €	3 060,00 €	3 100,00 €	3 160,00 €	3 200,00 €
* Aliments	54 000,00 €	55 500,00 €	55 600,00 €	56 300,00 €	57 000,00 €
* Produits vétérinaires	2 100,00 €	3 000,00 €	3 500,00 €	3 750,00 €	4 000,00 €
* Carburants, gnr	1 250,00 €	1 500,00 €	1 800,00 €	1 910,00 €	2 050,00 €
* Combustibles, gaz	4 600,00 €	5 200,00 €	5 400,00 €	5 700,00 €	6 000,00 €
* Achat gibier à élever	48 500,00 €	45 000,00 €	46 500,00 €	47 300,00 €	46 800,00 €
Autres achats et charges externes	109 410,00 €	91 785,00 €	92 280,00 €	91 750,00 €	90 480,00 €
* Travaux et services	18 900,00 €	19 100,00 €	19 300,00 €	19 500,00 €	19 700,00 €
* Eau + Traitements	6 500,00 €	6 500,00 €	6 800,00 €	6 950,00 €	7 210,00 €
* Electricité + chauffage	12 700,00 €	13 050,00 €	13 200,00 €	13 000,00 €	12 700,00 €
* Gasoil	2 800,00 €	2 900,00 €	3 000,00 €	3 400,00 €	3 100,00 €
* Fournitures et petits outillages	10 200,00 €	9 700,00 €	10 000,00 €	8 900,00 €	9 800,00 €
* Vêtements de travail	50,00 €	200,00 €	50,00 €	100,00 €	60,00 €
* Fournitures de Bureau	150,00 €	160,00 €	170,00 €	180,00 €	190,00 €
* Fermages et MAD	7 600,00 €	7 500,00 €	7 450,00 €	7 510,00 €	7 500,00 €
* Loyer Matériel	160,00 €	165,00 €	170,00 €	160,00 €	150,00 €
* Entretien du Matériel	3 000,00 €	3 700,00 €	3 100,00 €	3 200,00 €	2 900,00 €
* Entretien des Bâtiments	6 500,00 €	6 400,00 €	6 550,00 €	6 000,00 €	4 000,00 €
* Primes d'assurances	11 900,00 €	11 920,00 €	12 010,00 €	12 100,00 €	12 190,00 €
* Honoraires Vétérinaires	5 500,00 €	4 500,00 €	4 700,00 €	4 900,00 €	5 100,00 €
* Honoraires	19 400,00 €	2 200,00 €	2 250,00 €	2 300,00 €	2 350,00 €
* Frais de déplacements	500,00 €	570,00 €	600,00 €	580,00 €	570,00 €
* Frais de communications et postaux	350,00 €	400,00 €	430,00 €	470,00 €	500,00 €
* Frais bancaires	1 700,00 €	1 000,00 €	800,00 €	750,00 €	810,00 €
* Cotisations professionnelles	1 500,00 €	1 520,00 €	1 550,00 €	1 600,00 €	1 650,00 €
Impôts et taxes	3 100,00 €	3 200,00 €	3 300,00 €	3 400,00 €	3 500,00 €
Salaires	34 300,00 €	34 650,00 €	35 050,00 €	35 500,00 €	36 200,00 €
* Salarié permanent	19 300,00 €	19 450,00 €	19 700,00 €	20 000,00 €	20 200,00 €
* Main d'œuvre activité poulettes	15 000,00 €	15 200,00 €	15 350,00 €	15 500,00 €	16 000,00 €
Charges sociales	29 600,00 €	31 300,00 €	33 650,00 €	35 800,00 €	37 950,00 €
* Charges sur personnel	4 200,00 €	4 300,00 €	4 650,00 €	4 800,00 €	4 950,00 €
* Cotisations sociales des exploitants	25 000,00 €	27 000,00 €	29 000,00 €	31 000,00 €	33 000,00 €
* Cotisations volontaires	400,00 €	- €	- €	- €	- €
DAP	118 180,00 €	117 700,00 €	117 660,00 €	112 230,00 €	104 760,00 €
Total des charges d'exploitations	416 540,00 €	400 665,00 €	406 880,00 €	405 770,00 €	401 060,00 €
Intérêts des prêts bancaires	20 607,00 €	18 963,00 €	17 390,00 €	15 816,00 €	14 247,00 €
Résultat prévisionnel	77 003,00 €	98 672,00 €	91 480,00 €	91 214,00 €	99 693,00 €
Valeur Ajoutée	282 790,00 €	304 485,00 €	298 530,00 €	293 960,00 €	296 350,00 €
EBE	215 790,00 €	235 335,00 €	226 530,00 €	219 260,00 €	218 700,00 €

Document établi par le Cabinet BR AUDIT

EARL EMMANUEL MASSOT

Trésorerie année 2019 à 2022

		Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022
Solde Début Mois		56 154,00 €	120 145,00 €	161 014,00 €	189 204,00 €
Recettes	animaux + céréales + foin	494 350,00 €	494 000,00 €	494 200,00 €	492 800,00 €
	Primes PAC + SUB	39 800,00 €	9 700,00 €	9 600,00 €	9 500,00 €
	Autres PRÊT Bat + Mat	1 194 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total recettes		1 728 150,00 €	503 700,00 €	503 800,00 €	502 300,00 €
Dépenses	Rbt prêts CAPITAL + INT	121 399,00 €	119 966,00 €	116 590,00 €	110 390,00 €
	PAIEMENT BATIMENT HT	1 194 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	ENGRAIS SEM PHYTOS	11 500,00 €	11 730,00 €	11 940,00 €	12 130,00 €
	ALIMENTS + PDTS VETO	56 100,00 €	58 500,00 €	59 100,00 €	60 050,00 €
	ACHATS ANIMAUX	48 500,00 €	45 000,00 €	46 500,00 €	47 300,00 €
	GNR	1 250,00 €	1 500,00 €	1 800,00 €	1 910,00 €
	Eau + EDF + Gasoil + Tel.	26 950,00 €	28 350,00 €	28 980,00 €	29 670,00 €
	Divers fournitures	10 400,00 €	10 060,00 €	10 220,00 €	9 180,00 €
	Entretien matériels + BAT	9 500,00 €	10 100,00 €	9 650,00 €	9 200,00 €
	Fermages	7 760,00 €	7 665,00 €	7 620,00 €	7 670,00 €
	Assurances	11 900,00 €	11 920,00 €	12 010,00 €	12 100,00 €
	Divers honoraires	25 400,00 €	7 270,00 €	7 550,00 €	7 780,00 €
	TRAVAUX ET SERVICES	18 900,00 €	19 100,00 €	19 300,00 €	19 500,00 €
	Frais bancaires	1 700,00 €	1 000,00 €	800,00 €	750,00 €
	Cotisations prof	1 500,00 €	1 520,00 €	1 550,00 €	1 600,00 €
	MSA Exploitant cot fac	25 400,00 €	27 000,00 €	29 000,00 €	31 000,00 €
	charges de personnel	23 500,00 €	23 750,00 €	24 350,00 €	24 800,00 €
	main d'œuvre ac poulettes	15 000,00 €	15 200,00 €	15 350,00 €	15 500,00 €
	prélèvements personnel	50 400,00 €	60 000,00 €	70 000,00 €	90 000,00 €
	Impôts et taxes	3 100,00 €	3 200,00 €	3 300,00 €	3 400,00 €
Total dépenses		1 664 159,00 €	462 831,00 €	475 610,00 €	493 930,00 €
Solde Fin de mois		120 145,00 €	161 014,00 €	189 204,00 €	197 574,00 €

ATTESTATION
ACCORD DE FINANCEMENT

Nous, soussignés,

Crédit agricole Centre-est,
Agence de LOUHANS,

attestons que la demande de **financement**, d'un montant de 653 000,00 Euros sur 144 mois au taux fixe de 2,00 %,

formulée par **M. MASSOT EMMANUEL**,

et dont l'objet de financement est le suivant :

MATERIELS ELEVAGE POULETTES

a été acceptée le 04/09/2019.

Sous réserve de la formalisation des garanties suivantes :

HYPOTHEQUE

Et de la réalisation des conditions suivantes :

Les conditions financières de notre accord restent valables 15 jours à compter de la présente.

Fait pour servir et valoir ce que de droit
à LOUHANS, le 5 Septembre 2019

Le Directeur d'Agence
représentant le Crédit agricole Centre-est
CELINE DUFRESNE

24, rue Lucien Guillemaut

71500 LOUHANS

Tél. 03 85 75 28 42

www.ca-centrest.fr

Attestation délivrée à la demande de M.
et remise à **EARL MASSOT EMMANUEL**.

MASSOT EMMANUEL

ATTESTATION
ACCORD DE FINANCEMENT

Nous, soussignés,

Crédit agricole Centre-est,
Agence de LOUHANS,

attestons que la demande de **financement**, d'un montant de 474 000,00 Euros sur 180 mois au taux fixe de 2,00 %,

formulée par **M. MASSOT EMMANUEL**,

et dont l'objet de financement est le suivant :

BATIMENT ELEVAGE POULETTES

a été acceptée le 04/09/2019.

Sous réserve de la formalisation des garanties suivantes :

HYPOTHEQUE

CAUTION SOLIDAIRE

Et de la réalisation des conditions suivantes :

Les conditions financières de notre accord restent valables 15 jours à compter de la présente.

Fait pour servir et valoir ce que de droit
à LOUHANS, le 5 Septembre 2019

Le Directeur d'Agence
représentant le Crédit agricole Centre-est
CELINE DUFRESNE

24, rue Lucien Guillemaut

71500 LOUHANS

Tél. 03 85 75 28 42

www.ca-centrest.fr

Attestation délivrée à la demande de MASSOT EMMANUEL
et remise à **MASSOT EMMANUEL**.